

ACTION URGENTE

RUSSIE. UN MILITANT AGRESSÉ ET MENACÉ

Igor Kaliapine, défenseur russe des droits humains, a été accusé par le président tchétchène Ramzan Kadyrov d'être un « partisan du terrorisme » après qu'il a désapprouvé publiquement l'engagement pris par ce dernier de punir les familles d'insurgés présumés. Depuis lors, Igor Kaliapine a reçu des menaces de mort anonymes et a été agressé.

Le 9 décembre, le défenseur des droits humains **Igor Kaliapine** a appelé les autorités russes à déterminer si le président tchétchène Ramzan Kadyrov avait commis une infraction pénale en s'engageant à expulser de Tchétchénie les familles d'insurgés présumés et de détruire leurs logements. Le 4 décembre, un groupe d'insurgés armés avait attaqué Grozny, la capitale tchétchène. Igor Kaliapine s'est référé à l'article 286 du Code pénal russe (« abus d'autorité »). Le lendemain, sur son compte Instagram, Ramzan Kadyrov a affirmé qu'« un certain Kaliapine a[avait] décidé de défendre des bandits et leurs familles ». Il a ajouté que « les services de sécurité dispos[aient] d'informations indiquant que quelqu'un du nom de Kaliapine avait remis de l'argent à des bandits de la part de services secrets étrangers » et qu'ils devaient vérifier « s'il s'agi[ssait] du même Kaliapine ». Le cas échéant, celui-ci serait « amené à rendre des comptes ».

Igor Kaliapine, qui dirige le Groupe commun mobile rassemblant des défenseurs des droits humains qui travaillent en Tchétchénie, s'est exprimé lors d'une conférence de presse organisée à Moscou le 11 novembre. Il a alors dénoncé la pratique illicite des punitions collectives en Tchétchénie. Deux hommes l'ont agressé pendant son intervention, l'accusant de soutenir le terrorisme, et lui ont lancé des œufs. Un troisième homme, également tchétchène, semble-t-il, a défié Igor Kaliapine et ses collègues, en prétendant que les défenseurs des droits humains ne disaient que ce qui leur convenait et non la vérité. Toute la scène a été filmée et la séquence vidéo est disponible sur YouTube ; les agresseurs sont faciles à identifier. Depuis la conférence de presse, Igor Kaliapine reçoit des appels téléphoniques et des SMS de menace. Il s'agit parfois de menaces de mort directes.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en russe, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à diligenter sans délai une enquête efficace et impartiale sur l'agression d'Igor Kaliapine lors de la conférence de presse et sur les menaces proférées à son encontre, y compris les déclarations de hauts représentants de l'État ;
- priez-les instamment de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de cet homme et de tous les autres membres du Groupe commun mobile, et de veiller à ce que ces personnes puissent mener leurs activités légitimes sans être intimidées, gênées ni harcelées, conformément aux obligations de la Russie au regard du droit international ;
- appelez-les à diligenter sans délai une enquête efficace et impartiale sur toutes les destructions de logements appartenant à des familles de membres présumés de groupes armés en Tchétchénie.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 28 JANVIER 2015 À :

Responsable du Comité d'enquête

Aleksandr Ivanovich Bastrykin
Investigative Committee of the Russian
Federation, Tekhnicheskii pereulok, d.2
105005 Moscow, Russie
Fax : +7 499 265 9077

Formule d'appel : *Dear Chairman, /
Monsieur,*

Procureur général

Yurii Chaika
Bolshaia Dmitrovka 15A,
125993 Moscow
Russie
Fax : +7 495 692 17 25

Courriel : prgenproc@gov.ru
Formule
d'appel : *Dear Prosecutor General, /
Monsieur le Procureur général,*

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Russie dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la deuxième mise à jour de l'AU 147/13. Pour plus d'informations : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/EUR46/034/2014/fr>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

RUSSIE. UN MILITANT AGRESSÉ ET MENACÉ

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 4 décembre, 11 membres d'un groupe armé ont lancé une attaque contre des agents chargés de l'application des lois dans le centre de Grozny. Ils ont tous été tués, ainsi que 14 agents des forces de l'ordre et au moins un civil. Le lendemain, le président de la République tchétchène, Ramzan Kadyrov, a déclaré que les familles des membres du groupe armé seraient expulsées de Tchétchénie, et que leurs logements seraient démolis. En quelques jours, au moins neuf habitations situées dans différentes villes ont été incendiées ou totalement détruites au moyen de bulldozers. Des dizaines de personnes, dont de nombreux enfants en bas âge, y vivaient. Aucune enquête indépendante n'a été ouverte sur ces faits.

Lors d'une manifestation antiterroriste encouragée par les pouvoirs publics, qui s'est déroulée le 13 décembre à Grozny, certains participants placés en tête de cortège tenaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Kaliapine rentre chez toi » et les défenseurs des droits humains étaient qualifiés de « partisans du terrorisme ». Plus tard dans la journée, les locaux du Groupe commun mobile ont été détruits dans un incendie, apparemment volontaire, alors que deux membres du personnel avaient été suivis par des hommes armés et encagoulés à bord d'une voiture appartenant, semble-t-il, aux forces de l'ordre tchétchènes. La police s'est rendue sur les lieux le lendemain, alors que Sergei Babinets et Dmitry Dimitriev, membres du Groupe commun mobile, s'y trouvaient et, sans explication ni autorisation de perquisition, a fouillé ces personnes, a saisi leurs téléphones portables, des appareils photos, des ordinateurs portables et d'autres appareils électroniques. Elle a également fouillé la voiture du Groupe. Elle a détenu Sergei Babinets et Dmitry Dimitriev pendant plusieurs heures avant de les libérer sans inculpation et sans leur rendre leur matériel.

Nom : Igor Kaliapine
Homme

AU 315/14, EUR 46/055/2014, 17 décembre 2014